



OUI à la sécurité aérienne

Air2030 - de quoi s'agit-il ?

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent renouveler la défense aérienne. La Suisse va remplacer ses avions de combat, en service depuis 1978 et 1996, par de nouveaux appareils pour un coût maximum de 6 milliards de francs. Alors que les avions de 1996 (F/A-18 Hornet) atteindront la fin de leur vie utile en 2030, les avions achetés en 1978 (F-5E Tiger) sont déjà obsolètes. En cas d'urgence, ils n'auraient aucune chance contre un avion de combat moderne. C'est donc clair : les anciens avions doivent être remplacés. Sinon, l'espace aérien suisse sera sans protection à partir de 2030.

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a déposé un référendum contre cette décision. Ils sont soutenus par le PS et les Verts. Le 27 septembre 2020, il y aura donc une décision fondamentale à prendre : des avions pour protéger la population suisse - oui ou non. Toutefois, le Conseil fédéral ne décidera qu'après le vote du type d'avion qui remplacera les anciens.

Les anciens avions doivent être remplacés

Les avions F/A-18 Hornet et F-5E Tiger actuellement utilisés atteindront la fin de leur durée de vie au plus tard en 2030. Les avions de type Tiger sont en service depuis 1978 et sont déjà techniquement obsolètes. Aujourd'hui, ils ne volent que de jour et par temps clair et ne sont donc utilisés qu'à des fins de formation, ils ne sont plus utilisés pour le contrôle du trafic aérien. Les avions F/A-18 Hornet achetés en 1996 atteindront également la fin de leur durée de vie dans dix ans. Il est donc logique de remplacer les deux anciens types d'avions maintenant, car un processus d'achat peut prendre plusieurs années. Le remplacement des deux types d'avions par un seul permettra de simplifier davantage la maintenance. Selon le DDPS, l'acquisition d'avions d'entraînement légers, telle que proposée par le PS, ne peut répondre aux exigences de la sécurité de l'espace aérien actuel.

Pour la sécurité de la population suisse

Le nouvel avion de protection de l'espace aérien augmentera la sécurité de la Suisse et de sa population. La Suisse doit pouvoir garantir la sécurité non seulement au sol mais aussi dans les airs. Bien qu'il n'y ait actuellement aucun conflit armé dans notre pays, cette sécurité est trompeuse. Les conflits armés comme ceux de Crimée ou du Moyen-Orient se rapprochent de plus en plus de la Suisse. Les conditions apparemment stables peuvent changer rapidement et les risques découlant des développements politiques mondiaux sont plus difficiles à prévoir aujourd'hui qu'il y a trente ans. L'émergence de nouvelles formes de guerre ne remplace en rien les anciennes menaces, mais les complète. La diversité des menaces exige donc aussi des réponses et des stratégies de défense diverses.



Dans la situation normale, les forces aériennes surveillent l'espace aérien et interviennent dans le cadre du service de police aérienne en cas de violation des règles de circulation aérienne. Mais en période de tension accrue, elle doit aussi être en mesure de maintenir la souveraineté aérienne pendant des semaines, voire des mois au mieux, ce qui nécessite un nombre suffisant d'avions de combat opérationnels. Tant que la menace et l'usage de la force seront un instrument de politique internationale, une protection permanente et donc des avions opérationnels resteront indispensables pour notre sécurité et notre liberté. En tant que pays neutre, la Suisse doit être en mesure de se protéger. La protection indépendante de l'espace aérien est également une obligation en vertu du droit international. À long terme, elle doit assurer la sécurité de l'espace aérien au-dessus de son territoire, ce qui nécessite des nouveaux avions de combat. Il s'agit d'un investissement de plusieurs décennies dans la sécurité.

L'espace aérien doit être protégé

Même en temps de paix, les avions de protection de l'espace aérien sont indispensables à la sécurité de la Suisse. Ils assurent le service de la police de l'air. Deux avions et pilotes armés sont en permanence disponibles à cet effet. Si un avion traverse la frontière suisse sans autorisation, il peut être contrôlé et contraint de faire demi-tour ou d'atterrir. La Suisse peut également surveiller l'espace aérien et protéger des événements importants tels que les conférences de l'ONU ou le Forum économique mondial de Davos. En Suisse, de telles missions ont lieu presque quotidiennement. Chaque année, il y a environ 40 cas dans lesquels un avion viole la souveraineté aérienne, ne respecte pas les règles du trafic aérien ou se trouve dans une situation d'urgence et nécessite donc une intervention. En outre, les Forces aériennes suisses effectuent chaque année environ 350 contrôles ponctuels pour vérifier les données des avions. La protection dans les airs est donc un élément important de notre sécurité, même en temps de paix.

Maintenir la chaîne de la sécurité

Notre sécurité est garantie par tout un réseau : les ambulances, la police, les pompiers et l'armée sont responsables de notre sécurité. Les avions de combat le sont pour la protection dans les airs. Toutes les composantes de cette chaîne ont besoin des compétences et des ressources nécessaires pour pouvoir s'acquitter de leur tâche. Il est plus qu'approprié que la Confédération investisse dans ce domaine et que la sécurité de la Suisse bénéficie d'une priorité élevée. La suppression d'un élément de cette chaîne affaiblirait l'ensemble du réseau de sécurité. Toutes les mesures qui contribuent à la protection sont importantes.



Remplir notre mandat de défense

A l'exception du vote sur le Gripen en 2014, toutes les votations des dernières décennies concernant la sécurité ont été remportées, ce qui est dans l'intérêt de la Suisse. Cela inclut un certain nombre de tentatives du GSsA d'abolir l'armée et de restreindre sa liberté d'interprétation par des réductions budgétaires ou des interdictions de vol dans certaines régions. Le peuple veut donc une armée qui fonctionne. Les modèles actuels d'avions chargés de la défense aérienne doivent être remplacés. Sans défense aérienne, l'armée, avec les seules forces terrestres, ne peut pas remplir le mandat de défense défini dans la Constitution, ce qui la rendrait obsolète. Un non aux nouveaux avions de combat est donc automatiquement un non à la sécurité et à la prospérité de la Suisse.

Protection de la Suisse en tant que lieu d'implantation d'entreprises

La sécurité des personnes et leur liberté sont les pierres angulaires de la stabilité. Ils constituent la base du développement social et économique sain de notre pays. La Suisse est considérée comme un pays très sûr. Outre la sécurité et la stabilité juridique, cela est également dû à la sécurité indépendante de son espace aérien. Pour protéger et défendre l'espace aérien, il est nécessaire de combiner les avions de combat et la défense aérienne basée au sol. Les avions de combat et la défense aérienne à courte portée au sol d'aujourd'hui sont obsolètes et devraient donc être renouvelés dans le cadre du programme "Air2030" en utilisant uniquement le budget de l'armée. Le remplacement des avions est d'une grande importance économique car il faut pouvoir protéger l'espace aérien qui se trouve au-dessus des installations de production, des laboratoires de recherche, des terminaux logistiques et des établissements d'enseignement. Les entreprises ont confiance dans la sécurité de leurs emplois et investissent en Suisse en tant que site économique. Cela crée des emplois et garantit la prospérité en Suisse. L'ensemble de l'économie de notre pays bénéficie de la sécurité physique. La sécurité en Suisse est donc un facteur clé de l'économie.

Un investissement sur le long terme

Un coût maximal de 6 milliards de francs suisses est prévu pour l'acquisition des nouveaux avions de combat. À titre de comparaison, pour la seule année 2019, la Confédération suisse a dépensé plus de CHF 71.4 milliards, dont plus de CHF 22 milliards pour la prévoyance sociale. Cet investissement est à prendre en compte sur le long terme, puisqu'il permettra à nos forces aériennes de remplir leurs tâches pendant plusieurs dizaines d'années. Par exemple, pour une durée de 30 ans, 6 milliards de francs suisses ne représente que 0.28% du budget total. Même en prenant en compte les coûts d'entretien d'environ CHF 12 milliards sur l'ensemble de leur durée d'utilisation, bien que ce coût ne soit pas exact, cela ne représente que 0.84%. C'est donc un investissement rentable au vu de l'image que cela apportera à la Suisse et, donc, du nombre d'entreprises qui auront confiance en la sécurité de notre pays.